



Les conditions économiques ont donné lieu à des pressions protectionnistes dans certains domaines. C'était un comportement prévisible.

Et, parallèlement, la structure des échanges et les pratiques commerciales sont en constante évolution.

Nous observons:

- l'émergence de nouvelles économies;
- une évolution des modes de production et de consommation;
- la poursuite de l'innovation technologique à un rythme rapide; et
- l'internationalisation toujours plus poussée des chaînes d'approvisionnement.

Or, face à cette évolution constante et imprévisible, les règles du commerce mondial restent inchangées.

Nous n'avons pas été en mesure de répondre pleinement à toute une nouvelle génération de mesures protectionnistes, ni aux défis du développement, ni même à l'arrivée d'Internet.

Pour que le système reste viable et utile, nous devons relever collectivement ces défis.

En réduisant ainsi au minimum les retards inutiles à la frontière, nous pourrions, d'après les estimations, doper l'économie mondiale en y injectant jusqu'à 1 000 milliards de dollars par an – ce qui permettrait de créer la croissance et les emplois dont nous avons tant besoin.

Le texte que nous avons apporté de Genève garantira également la fourniture d'une assistance technique pour aider les économies en développement et les économies les moins avancées à mettre en œuvre ces réformes, et favorisera leur meilleure intégration dans les courants d'échanges mondiaux.

La modernisation et l'amélioration des procédures douanières ne peuvent à elles seules suffire à intégrer les pays en développement et les PMA dans les structures mondiales d'approvisionnement. Mais elles constituent clairement une étape indispensable et nécessaire.

Et, de fait, ce serait les pays en développement qui en tireraient le plus profit. On estime que la progression de leurs exportations pourrait atteindre 10% – contre une progression de 4,5% pour les pays développés.

Il est important de noter qu'il n'y a pas, dans ce pilier, ni dans le paquet dans son ensemble, de clivage pays développés-pays en développement.

Agriculture

Il y a des mesures qui simplifieraient les prescriptions en matière de règles d'origine, ce qui permettrait aussi d'ouvrir de nouveaux débouchés pour les PMA.

Le pilier Développement aboutirait par ailleurs à des améliorations dans les arrangements commerciaux préférentiels qui accordent le traitement en franchise de droits et sans contingent aux exportations des PMA.

Et, dernier point, les Membres de l'OMC s'engageraient à renforcer les capacités de production des producteurs de coton des pays en développement, en particulier des PMA – et à améliorer la transparence concernant les obstacles qu'ils rencontrent sur les principaux marchés de consommation.

Évaluation des progrès

Donc c'est là que nous en sommes.

La bonne nouvelle c'est que nous avons sur la table un paquet concernant des questions extrêmement importantes qui représenterait un énorme succès si nous pouvions le finaliser ici.

La mauvaise nouvelle c'est que ces textes ne sont pas des textes pleinement convenus.

Il y a encore certaines questions à résoudre.

Il s'agit d'un paquet unique – vous ne pouvez pas enlever un pilier, ni même une brique du pilier, sans que tout l'édifice ne s'écroule.

Nous n'avons pas réussi à trouver une totale convergence à Genève. Nous étions vraiment à deux doigts de parvenir à un résultat positif, mais nous n'avons pas réussi.

Les Ministres ont une chance d'y remédier.

Ce qui est en jeu

Si nous n'adoptons pas ce paquet, nous trahirions la confiance des entreprises du monde entier.

Nous trahirions la confiance des personnes victimes du chômage et du sous-emploi.

Nous trahirions la confiance des pauvres, la confiance de ceux qui comptent sur les programmes de sécurité alimentaire, la confiance des paysans des pays en développement, la confiance des planteurs de coton des pays en développement, et la confiance des économies les moins avancées dans leur ensemble.

Et tout ça juste à cause de l'échec de ce paquet de Bali.

À plus long terme, le coût est encore plus élevé.

Ce qui est en jeu c'est la capacité de cette institution de soutenir la croissance et le développement – notre contribution à l'amélioration de la vie des gens dans le monde entier.

Ce qui est en jeu c'est la cause du multilatéralisme lui-même.

Le système commercial multilatéral n'a jamais été la seule option pour les négociations commerciales. Il a toujours coexisté avec d'autres initiatives – qu'elles soient régionales ou bilatérales –, et s'en est nourri.

Mais si ces initiatives non multilatérales deviennent l'unique voie de négociation, alors nous avons un problème.

Dans ces instances, le programme est inévitablement limité – les questions importantes pour les pays en développement, comme les subventions à l'agriculture, n'y sont pas incluses. Et les pays en développement sont également perdants sur le plan de la participation.

Les plus petits seraient tenus à l'écart de quasiment toutes les négociations commerciales.

Ce serait une issue tragique.

Lors des récentes négociations à Genève, les pays en développement ont joué un rôle majeur. Ils ont travaillé dur pour l'élaboration de ce paquet.

Rien que ces derniers jours, nous avons entendu des déclarations de tous les pays en développement appelant les Membres de l'OMC à finaliser un accord ici à Bali.

De nombreux Membres développés ont fait savoir avec tout autant de véhémence qu'ils voulaient que le paquet se concrétise.

Telle a été l'opinion quasi unanime que j'ai entendue lors de mes consultations avec les Ministres de tous les pays du monde.

Les Membres veulent un accord.

Et bien maintenant il est temps de s'exécuter.

Conclusion

Un résultat positif est encore possible.

Nous avons fait énormément de progrès jusque-là – et nous y sommes presque. Nous avons presque atteint la ligne d'arrivée.

Ce qui a bloqué nos travaux à Genève ce n'est pas un manque d'efforts ou un manque d'engagement – ce sont quelques questions localisées spécifiques et très limitées qui exigent des appels politiques pour être réglées – des appels politiques qui de par leur nature ne peuvent tout simplement pas être lancés à Genève.

Voilà ce qui nous attend pour les prochains jours. Voilà pourquoi je suis ici.

Nous ne pouvons pas remettre cela à plus tard. Rentrer à Genève sans avoir accompli cette tâche n'est tout simplement pas une option.

Le message que les Membres me transmettent est que nous devons finir le travail ici – cette semaine. C'est maintenant ou jamais.

Si les Ministres peuvent lancer des appels politiques pour que ces quelques derniers obstacles soient surmontés, alors nous aurons un paquet.

Et nous aurons à nouveau un système commercial multilatéral durable.

me commença